

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative - Bâtiment A
19, rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 20/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SNAM

Avenue Jean Jaurès
BP 4
12110 Viviez

Références : 12-CRARC-2025-101
Code AIOT : 0006802477

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2025 dans l'établissement Snam implanté Avenue Jean Jaurès BP 4 12110 Viviez. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est déroulée dans le cadre d'une action :

- régionale visant à tester le POI d'exploitants Seveso, par la réalisation d'un exercice inopiné, en heures ouvrées ou hors heures ouvrées. Un courrier électronique a été adressé le 13 janvier 2025 à la société Snam pour l'informer de cette action régionale et en préciser les limites. Cette information ainsi que la date exacte de cette inspection ont été communiquées au SDIS et au SIDPC de l'Aveyron le 3 juin 2025, avec un relai vers les forces

de l'ordre, leur demandant à tous de ne pas intervenir dans cet exercice dédié uniquement au contrôle de la mise en application du plan d'opération interne (POI) par l'exploitant ;

- nationale relative aux premiers prélèvements environnementaux à réaliser au plus tôt après le début d'un incendie, à l'intérieur et à l'extérieur du site, pour qualifier la signature chimique des émissions dans les zones impactées, ou supposées l'être, par l'évènement.

Dans le cas présent, l'exercice inopiné s'est déroulé l'après-midi durant les heures ouvrées. Le site était en exploitation.

L'exploitant n'a été informé ni de la date, ni du scénario de cet exercice.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNAM
- Avenue Jean Jaurès BP 4 12110 Viviez
- Code AIOT : 0006802477
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La SNAM est autorisée à exercer plusieurs activités liées au traitement de déchets industriels, notamment :

- la distillation et le raffinage du cadmium à partir de batteries/accumulateurs NiCd permettant l'obtention de lingots de cadmium métal ;
- la thermolyse de piles/batteries/accumulateurs NiMH et Li-ion dans des fours de thermolyse ;
- l'extraction de cobalt, de nickel et de manganèse sur la ligne hydrobat, à partir de la fraction pulvérulente (dite «masse active») issue des opérations de broyage/tamassage des piles/batteries/accumulateurs Li-ion après thermolyse.

Le site est actuellement régi par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 décembre 2023 modifié, sous le statut Seveso seuil haut du fait de la quantité de produit dangereux pour l'environnement aquatique susceptible d'être présente sur le site (rubrique 4510). Les installations relèvent également de la directive «IED» au regard des rubriques 3250 (transformation de métaux et alliages non ferreux), 3420 (fabrication de produits chimiques inorganiques), 3510 (traitement de déchets dangereux) et 3550 (stockage temporaire de déchets) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- AR - 13
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Liste des substances recherchées	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	et milieux associés			
9	Situations d'urgence et moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
10	Rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentels	Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 5.1.6.II	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Contenu POI : responsable alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
19	État des stocks détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
2	Réalisation d'exercice POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet
7	Formation du personnel sur situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	SGS et gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	Sans objet
12	Contenu POI : liaison avec autorité PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
13	Contenu POI : description des mesures à prendre	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
14	Contenu POI : conduite à tenir sur le site	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
15	Contenu POI : information autorité PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
16	Contenu POI : articulation avec SDIS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
17	Contenu POI : moyens d'atténuation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
18	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
20	État des stocks synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le POI a été globalement bien mis en œuvre. L'exercice a montré que le personnel connaît les installations. Quelques axes d'amélioration ont été relevés sur la rédaction du POI pouvant permettre de faciliter/clarifier certaines actions à mener sur le terrain lors d'un exercice ou en situation réelle.

À ce titre, l'inspection a relevé 3 non conformités pour lesquelles des justificatifs et des actions correctives peuvent rapidement être transmis/réalisées par l'exploitant. Une demande, sans constat de non-conformité, a également été formulée par l'inspection.

Par ailleurs, cet exercice a mis en évidence le non respect de certaines dispositions techniques réglementaires relatives aux moyens de lutte contre l'incendie (RIA défectueux) et à l'absence de confinement des eaux d'extinction incendie au niveau de la dalle en béton du groupe de filtration froide. Ces deux non-conformités font l'objet d'une proposition de mise en demeure transmise à madame la préfète de l'Aveyron, dont le projet d'arrêté est joint au présent rapport.

Une lettre de suite en ce sens est adressée à l'exploitant afin qu'il puisse apporter les éléments de réponse dans les délais précisés.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives

susceptibles d'être données.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : Ce plan est établi avant la mise en service. Il est [...] mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
Constats : Le jour de l'inspection, la DREAL possédait une version du plan d'organisation interne (POI) révisé en mars 2025. Cette révision fait suite au basculement de l'établissement du statut Seveso seuil bas à seuil haut, acté par l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 12 décembre 2023 modifié en dernier lieu le 26 mars 2025. Suite à la visite, l'inspection a formulé plusieurs observations sur le POI (justifications à apporter sur le volet du POI relatif aux premiers prélèvements environnementaux, contenu du POI : responsable alerte et liaison avec l'autorité PPI) et a identifié des axes d'amélioration à l'issue de l'exercice inopiné. Les constats sont détaillés aux points de contrôle n° 3, 11 et 12.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : Ce plan est [...] testé à des intervalles n'excédant pas un an [...].
Constats : Le dernier exercice POI a été réalisé le 23 mai 2025. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'avait toujours pas rédigé la version définitive du compte-rendu de cet exercice. Ce compte-rendu a été envoyé le 12 juin par messagerie électronique. Il est fait mention de points forts/bonnes pratiques et de dysfonctionnements.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant précisera à l'inspection les suites données aux dysfonctionnements relevés lors de

l'exercice POI du 23 mai 2025 et les axes d'amélioration envisagés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.</p> <p>Le plan d'opération interne précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - [...]
<p>Constats :</p> <p>Une liste répertoriant les produits de décomposition des fumées figure dans le POI. Les substances retenues sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans l'air : CO₂, CO, COV, aldéhydes (10), NO_x, SO₂, HCN, HCl, HBr, HF et particules (PM_{2,5} et PM₁₀) ; • pour les prélèvements de surface sur lingette : métaux et HAP ; • dans les eaux d'extinction et de surface : chlorures, bromures, sulfates, nitrates, cyanures, PFAS (20), DBO₅, DCO, MES, pH, O₂, conductivité, turbidité, température, PCDD/F, PBDD/F, PCB, HAP, métaux et BTEX/COT. <p>Les substances à rechercher sont identifiées par milieu (air, prélèvements de surface sur lingette, eaux d'extinction et de surface) sans lien avec les différents scénarios d'accidents potentiels majeurs retenus. Le POI identifie les lieux de prélèvements à l'intérieur et à l'extérieur du site en situation météorologique de vents dominants et sans vent dominant.</p> <p>L'inspection s'interroge sur l'absence de certaines substances à rechercher dans l'air pourtant identifiées dans l'étude de dangers, notamment les HAP, les dioxines/furannes, les métaux (dont le cadmium).</p> <p>Par ailleurs, le POI ne précise pas les raisons pour lesquelles les substances à rechercher et les milieux associés retenus ont été choisis.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra compléter le POI afin :</p>

<ul style="list-style-type: none"> • d'identifier les substances à rechercher par milieux en tenant compte des différents scénarios d'accidents potentiels majeurs retenus ; • de justifier les raisons qui ont conduit au choix des substances à rechercher et des milieux associés actuellement retenus dans le POI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan d'opération interne précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - [...] <p>L'exploitant justifie de la disponibilité [...] des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Constats</p> <p>L'exploitant a présenté un contrat en date du 24 février 2025 entre la Société SNAM et un organisme habilité qui porte sur une période de 3 ans, renouvelable par tacite reconduction pour une durée d'un an.</p> <p>Le contrat décrit la stratégie des 1ers prélèvements et définit un délai de 4 heures pour effectuer ces prélèvements compte tenu de l'éloignement du site.</p> <p>Des équipements appropriés aux divers milieux sont répertoriés dans le contrat.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant examinera, avec son prestataire, la possibilité de réduire le délai d'intervention, en retenant un objectif de délai maximum de l'ordre de 3 heures.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée :

<p>Le plan d'opération interne précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - [...] - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes [...] dans des délais adéquats en cas de nécessité.</p> <p>[...]</p> <p>Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'équipe d'astreinte de l'organisme habilité est composée d'un cadre assurant la coordination et d'un technicien pour les prélèvements et mesures sur site.</p> <p>Un numéro d'astreinte est d'ores et déjà fonctionnel puisqu'il a été demandé à l'exploitant d'appeler cette astreinte lors de l'inspection. Interrogé sur le délai nécessaire pour arriver sur les lieux de l'incendie, l'organisme habilité a répondu rapidement par messagerie électronique que le technicien d'astreinte serait sur place dans 1h55. L'interlocuteur a été informé qu'il s'agissait d'un contrôle de l'inspection de l'environnement (DREAL).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Liste des produits de décomposition

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière version de l'étude de dangers, datée de novembre 2023, a été transmise à la préfecture de l'Aveyron dans le cadre de la procédure de demande d'autorisation d'exploiter sous le statut Seveso seuil haut. Elle comprend l'identification des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, dont certains pouvant être à l'origine d'effets toxiques.</p> <p>Le réexamen de cette étude devra intervenir au plus tard le 31 octobre 2028.</p> <p>En revanche, l'exploitant n'a mis à jour le plan d'opération interne qu'en mars 2025 lorsque l'ensemble des nouvelles installations étaient en place (cellules de stockage des batteries, fours de</p>

thermolyse). La liste des produits de décomposition figure dans le plan d'opération interne.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Formation du personnel sur situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné

Prescription contrôlée :

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.

Constats :

Le POI précise les personnes formées pour jouer les différentes missions au sein de la cellule de crise, à savoir :

- DOI : le directeur de site ou le directeur technique ;
- Exploitation : l'astreinte ;
- Observation : le responsable logistique ou le chef de projet ;
- Communication : le responsable ERIS ou le DOI, le directeur marketing, l'assistant communication.

Les entreprises extérieures reçoivent une formation sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident. Cette formation est renouvelée dans un délai maximum de 12 mois. L'exploitant tient à jour un tableau récapitulant la validité des formations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : SGS et gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5

Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné

Prescription contrôlée :

En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet :

- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;

- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<p>Constats :</p> <p>Après avoir rappelé le contexte et les limites de l'exercice (absence de venue réelle des secours extérieurs, rappel de la mention "exercice, exercice, exercice" à mentionner lors de toute alerte effectuée vers l'extérieur), l'inspection a déclenché un exercice POI, dont le scénario n'était pas préalablement connu de l'exploitant.</p> <p>Durant l'exercice, une entreprise extérieure était présente sur le site.</p> <p>Le déroulé a été le suivant :</p> <p>14h20 : Simulation d'un départ de feu sur le groupe de filtration froide (ASPI 7) situé rive droite de l'Enne</p> <p>15h01 : Fin exercice</p> <p>Les ESI et l'équipe de la cellule POI ont fait preuve de calme et de lucidité durant cet exercice malgré les contre-temps (RIA défectueux, difficultés à confiner les eaux d'extinction incendie).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Des actions correctives avec mise en conformité des installations sont attendues de la part de l'exploitant sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le bon fonctionnement des RIA (cf point de contrôle n° 9) • le déversement des eaux d'extinction incendie vers le bassin de confinement (cf point de contrôle n° 10).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Situations d'urgence et moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit</p>

les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'exercice POI inopiné simulant un incendie sur le groupe de filtration froide (ASPI7), le RIA situé à proximité immédiate des installations en feu n'était pas alimenté en eau. Selon les premières constatations réalisées avec l'exploitant à la fin de l'exercice, une vanne à quart de tour positionnée à environ 4 mètres de hauteur, était en position fermée.</p> <p>Le compte-rendu de vérification des RIA daté du 17 septembre 2024 indique que des essais de pression (statique et dynamique) satisfaisants ont été réalisés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte tenu de ce qui précède, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de procéder à la remise en eau du RIA situé à proximité immédiate du groupe de filtration froide (ASPI7).</p> <p>Par ailleurs, il transmettra à l'inspection les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques des RIA.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 10 : Rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 5.1.6.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions spécifiques au bassin de confinement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Ce confinement est réalisé par un bassin de confinement d'un volume disponible en permanence d'au minimum 1 400 m³ interne à l'installation. Les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p>Constats :</p> <p>En raison du dysfonctionnement du RIA situé à proximité immédiate du groupe de filtration</p>

<p>froide, l'équipe d'intervention a utilisé un 2^{ème} RIA présent dans l'atelier pour simuler l'extinction de l'incendie. Les eaux ainsi déversées se sont accumulées sur la dalle en béton sans pouvoir rejoindre le bassin de confinement des eaux d'extinction incendie en raison de la surélévation d'un avaloir.</p> <p>Ces eaux se seraient alors soit infiltrées dans le sol côté voie ferrée, soit dirigées vers la rivière l'Enne.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte tenu de ce qui précède, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions techniques visant à recueillir l'ensemble des eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées et dirigées vers le bassin de confinement interne au site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 11 : Contenu POI : responsable alerte

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination</p>
<p>Constats :</p> <p>Les personnes habilitées à déclencher les procédures d'urgence prévues par le POI sont celles pouvant occuper la fonction de DOI (titulaire), à savoir le directeur de site ou le directeur technique.</p> <p>Le POI comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une fiche d'aide à la décision pour le déclenchement du plan d'urgence basée sur 3 blocs de critère ; • deux schémas d'alerte selon la situation en heures ouvrées ou en heures non ouvrées. <p>Le directeur des sites a déclenché le POI sans répondre à la fiche d'aide à la décision intitulée "Indicateur de déclenchement du POI". A la lecture du bloc de critères n°3, le déclenchement du POI à 14h23 est discutable car la situation ne permettait pas de répondre positivement à l'une des 3 questions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'évènement nécessite t-il de mobiliser un grand nombre de sapeurs-pompiers ? 2. L'organisation sur site présente à l'instant T est-elle inadaptée à la prise de décision face à

cette situation d'urgence ?

3. Des décisions/procédures de mise en sécurité viennent-elles d'être appliquées et se sont révélées inefficaces ?

Il convient de noter qu'en heures non ouvrées, un gardien présent à l'accueil du site effectue des rondes balisées toutes les 2 heures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera les raisons qui l'ont motivé à prendre la décision de déclencher le POI seulement 3 minutes après le signalement d'un départ de feu sur le groupe de filtration froide. Il procédera, si nécessaire, à des modifications du POI.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 12 : Contenu POI : liaison avec autorité PPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné

Prescription contrôlée :

b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention

Constats :

Selon le plan d'opération interne, le DOI ou la mission "communication" de la cellule de crise de l'exploitant est chargé de donner l'alerte à la préfecture (SIDPC) de l'exercice en cours. Dans le cas présent, la mission "communication" s'est emparée du sujet lors de cet exercice.

Après deux appels infructueux vers la préfecture, l'exploitant n'a pas renouvelé l'opération et n'a pas pu joindre le SIDPC.

L'appel téléphonique vers la préfecture renvoie sur un répondeur à choix multiples. L'exploitant n'a pas pris le temps d'écouter le message, l'invitant à appuyer sur la touche 5 pour avoir le standard.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Après échanges post-inspection entre la DREAL et le SIDPC, il est proposé de renseigner le n° de téléphone de l'astreinte du SIDPC dans le POI. Cette information a été communiquée à l'exploitant par courriel en date du 11 juin 2025.

A ce titre, l'exploitant mettra à jour la fiche "1.7 Priorité d'information" du POI
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Contenu POI : description des mesures à prendre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles</p>
<p>Constats :</p> <p>L'incendie du groupe de filtration froide est référencé dans le POI et dispose, à ce titre, d'une fiche « actions réflexes de l'exploitant ».</p> <p>Les actions principales suivantes ont été jouées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sens du vent pour identifier les zones de retombées de fumée de cadmium ; • mise en rétention du site par la fermeture de la vanne du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie ; • assurer la non-pollution du ruisseau ; • utilisation des RIA ; • alerter la SNCF et les entreprises voisines ; • déclenchement de l'astreinte APAVE en vue de la réalisation des premiers prélèvements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Contenu POI : conduite à tenir sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'une salle PC exploitant localisée en dehors des zones d'effets toxiques. En cas de déclenchement de l'alarme incendie, le site dispose d'un point de rassemblement situé à l'extérieur des bâtiments et en dehors des zones d'effets toxiques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Contenu POI : information autorité PPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles
Constats : Selon le POI, le DOI ou la mission "communication" de la cellule de crise de l'exploitant est chargé d'informer par téléphone, puis par mail (cf fiche 1.8) la préfecture (SIDPC) du déroulé de l'exercice en cours. Dans le cas présent, la mission "communication" s'est emparée du sujet lors de cet exercice. N'ayant pu joindre la préfecture par téléphone, un courriel a été adressé au SIDPC reprenant l'ensemble des informations essentielles concernant l'exercice en cours. Cette double information vers le SIDPC est prévue dans le POI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Contenu POI : articulation avec SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention
Constats : Selon la fiche 3.2 du POI, la mission "exploitation" doit assurer la gestion des accès au site. Lors de l'exercice inopiné, une personne du site s'est postée à l'entrée principale du site pour en gérer l'accès.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Contenu POI : moyens d'atténuation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site

Constats :
<p>Les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur le site peuvent avoir des effets hors site. Le POI comporte une fiche "Alerte aux établissements voisins" avec un message d'alerte pré-renseigné à destination des entreprises voisines (fiche 1.9).</p> <p>A la demande de l'inspection, cette alerte a été simulée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des matières stockées a été remis à l'inspection lors de l'exercice POI. L'état des stocks présenté n'était pas exhaustif car la quantité de masse active (MELDIV3 : 1,012 tonne) n'est pas répertoriée. L'exploitant a renvoyé le 12 juin par messagerie électronique un état des stocks intégrant la quantité de masse active.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit veiller à l'exhaustivité de l'état des matières stockées sur site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : État des stocks détaillé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles</p>

<p>ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour les matières dangereuses stockées, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets sont mentionnées sur les plans des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état des stocks.</p> <p>En revanche, l'état des matières stockées n'est pas référencée dans le POI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra référencer l'état des matières stockées dans le plan d'opération interne.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 20 : État des stocks synthétique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. [...] 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un état des stocks sous forme synthétique conforme à la réglementation en vigueur.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>